

SÉMINAIRE

СЕМИНАР

SEMINAR

**RÉUNION DES PARTIES À LA
CONVENTION SUR LA PROTECTION
ET L'UTILISATION DES COURS
D'EAU TRANSFRONTIÈRES ET
DES LACS INTERNATIONAUX**Distr.
GÉNÉRALEECE/MP.WAT/SEM.1/2008/1
31 mars 2008

Séminaire sur la surveillance et l'évaluation
des eaux transfrontières dans la région de la
CEE

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Genève, 16 et 17 juin 2008

NOTE D'INFORMATIONNote de la Finlande et du secrétariat**I. Généralités**

1. Un séminaire sur la surveillance et l'évaluation des eaux transfrontières dans la région de la CEE est organisé sous les auspices du Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (la Convention sur l'eau).
2. Pour évaluer précisément l'état des ressources en eau et l'ampleur des problèmes se posant en la matière, il faut avant tout disposer d'informations fondées sur des programmes de surveillance bien organisés. De telles évaluations sont essentielles pour définir des mesures appropriées aux niveaux local, national et transfrontière. En particulier, la gestion des bassins transfrontières partagés entre deux ou plusieurs pays nécessite des informations comparables. Les décisions à prendre doivent avoir une base commune, ce qui suppose des méthodes d'évaluation et des systèmes de gestion des données harmonisés et comparables ainsi que des règles d'information uniformes.
3. Pour les raisons susmentionnées, la surveillance et l'évaluation ont toujours été considérées comme des domaines d'activité prioritaires au titre de la Convention sur l'eau. Ainsi, la première évaluation des rivières, lacs et eaux souterraines transfrontières¹ a permis d'obtenir une image complète des points forts et des faiblesses des programmes de surveillance et d'évaluation des eaux transfrontières dans la région de la CEE.

¹ Voir l'adresse: <http://www.unece.org/env/water/publications/pub76.htm>.

4. La coopération en matière de surveillance et d'évaluation qui existe de longue date dans le cadre de la Convention sur l'eau a incité les pays d'Europe centrale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC) et les pays d'Europe du Sud-Est (ESE) qui ont des cours d'eau transfrontières en commun à élaborer des programmes conjoints de surveillance et à harmoniser leurs méthodologies. Toutefois, les pays de l'EOCAC et de l'ESE rencontrent toujours un certain nombre de problèmes d'ordre institutionnel, financier et technique.

5. Dans le cas des États membres de l'Union européenne (UE), des efforts intenses ont été accomplis ces derniers mois pour mettre en place des programmes de surveillance élaborés conformément à l'article 8 de la Directive-cadre sur l'eau et des mécanismes permettant de faire rapport à la Commission européenne.

II. Objectifs

6. Le séminaire permettra de faire le point des connaissances acquises et d'évaluer les progrès et les résultats des projets conjoints de surveillance et d'évaluation des eaux de surface et des eaux souterraines transfrontières, afin de favoriser un échange d'expériences entre pays membres et non membres de l'UE.

7. Cette activité permettra: a) de faciliter un échange d'expériences entre les pays de l'UE au sujet des programmes de surveillance mis en œuvre conformément à la Directive-cadre sur l'eau de l'UE; b) de partager les enseignements pertinents tirés de l'expérience des pays non membres de l'UE; et c) de se familiariser avec les expériences, les bonnes pratiques et les difficultés de ces pays et d'étudier les solutions envisageables.

8. Le séminaire abordera les aspects institutionnels, financiers et techniques de la surveillance et de l'évaluation des eaux transfrontières dans le cadre d'une gestion intégrée des eaux, compte tenu de l'approche privilégiée par les stratégies de surveillance et d'évaluation des cours d'eau, lacs et eaux souterraines transfrontières adoptées au titre de la Convention sur l'eau².

9. En outre, le séminaire devrait permettre de discuter de plusieurs questions intéressantes identifiées lors de la première évaluation, par exemple la surveillance et l'évaluation des modifications hydromorphologiques liées à l'activité humaine et leur incidence sur l'état des eaux, les répercussions des changements climatiques et la biosurveillance.

10. Enfin, le séminaire permettra d'établir les domaines d'activité prioritaires des futurs travaux du Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation.

III. Appel à contributions

11. Les experts sont invités à faire parvenir au secrétariat de la Convention sur l'eau (water.convention@unece.org), le **1^{er} mai 2008** au plus tard, des propositions de présentations répondant aux objectifs du séminaire. Ces propositions devraient inclure le titre de la présentation ainsi qu'un bref résumé de celle-ci (maximum de 400 mots).

² Voir l'adresse: <http://www.unece.org/env/water/publications/pub74.htm>.

12. Un programme détaillé provisoire du séminaire, élaboré en fonction des propositions reçues, sera rendu public début juin 2008.

IV. Renseignements pratiques

13. Le séminaire aura lieu au Palais des Nations, à Genève (Suisse). Il débutera à 10 heures, le lundi 16 juin 2008, et se terminera à 13 heures, le mardi 17 juin 2008. Il sera suivi de la neuvième réunion du Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation (17 juin (après-midi)-18 juin 2008). Les langues de travail seront l'anglais, le français et le russe.

14. Le séminaire est destiné aux responsables de la gestion des eaux transfrontières, aux représentants d'organes paritaires reconnus et aux experts d'organisations gouvernementales et non gouvernementales et du secteur privé de l'ensemble de la région de la CEE qui sont chargés de surveiller et d'évaluer les eaux transfrontières. Les coordonnateurs sont priés de communiquer les renseignements sur le séminaire et d'encourager la désignation d'experts compétents de leurs pays respectifs.

15. Pour favoriser la participation de représentants admissibles des pays en transition, ceux-ci peuvent présenter une demande d'aide financière. Ces demandes devraient être envoyées au secrétariat de la CEE (olga.carlos@unece.org) dès que possible, mais le **21 avril 2008** au plus tard. Les fonds disponibles étant limités, la priorité sera accordée aux experts contribuant au séminaire.

16. Les participants nécessitant un visa d'entrée devraient en informer le secrétariat le plus tôt possible.

17. Conformément aux procédures d'accréditation des Nations Unies, les participants sont priés de remplir le formulaire d'enregistrement disponible sur le site Web de la CEE (www.unece.org/env/water/meetings/registrationmeeting.htm) et de le faire parvenir au secrétariat de la CEE d'ici au **1^{er} juin 2008**, par télécopie (+41 22 917 0621) ou par courrier électronique (olga.carlos@unece.org). Avant la réunion, les participants doivent se présenter au Groupe des cartes d'identité, Section de la sécurité et de la sûreté de l'ONUG, situé au Portail de Pregny, avenue de la Paix (voir le plan sur le site Web de la CEE sur le Protocole), où il leur sera délivré un badge d'identification. Les participants sont priés de prévoir suffisamment de temps pour cette procédure. En cas de difficultés, veuillez communiquer par téléphone avec le secrétariat au numéro +41 22 917 1926.

18. Des renseignements pratiques sur le Palais des Nations ainsi que sur les transports et l'hébergement peuvent être obtenus à l'adresse suivante:
<http://www.unece.org/meetings/practical.htm>.
